



L'Alliance Féministe pour l'Action Internationale
251 Bank Street, 2nd Floor
Ottawa, ON K1P 1X3

Le 25 janvier 2017

Le très honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada

L'honorable Chrystia Freeland
Ministre des Affaires étrangères

L'honorable Mélanie Joly
Ministre de Patrimoine canadien

L'honorable Maryam Monsef
Ministre de la Condition féminine

cc:

L'hon. Carolyn Bennett, Ministre des Affaires autochtones et du Nord Canada

L'hon. Jean-Yves Duclos, Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social

L'hon. Patty Hajdu, Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail

L'hon. Bill Morneau, Ministre de Finance

L'hon. Jody Wilson-Raybould, Ministre de la Justice et procureur général du Canada

L'hon. Jane Philpott, Ministre de la Santé

Chambre des communes
Ottawa ON K1A 0A6

Monsieur le Premier ministre Trudeau and Madames les ministres Freeland, Joly, and Monsef,

Nous vous écrivons pour vous demander de mettre en œuvre, dans leur entier et sans délais, les recommandations du Comité sur l'élimination de la discrimination de l'ONU. Ces [recommandations](#) ont été émises le 18 novembre, suite à l'examen par

le Comité du respect par le Canada de la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (CEDEF) lors de sa 65^e session.

Nous ne saurions trop insister sur l'importance de la mise en œuvre de ces recommandations. Les femmes au Canada ont reculé au cours des deux dernières décennies. En 1995, le Canada occupait la première place sur l'Indice d'égalité entre les sexes des Nations Unies; il est aujourd'hui 25^e. Récemment, le Forum économique mondial a classé le Canada 35^e sur 144 pays en matière d'égalité femmes-hommes. Nous savons que le Canada peut faire mieux.

Le gouvernement a dynamisé le moral des femmes au Canada en se déclarant féministe et en adoptant l'égalité des femmes comme valeur fondamentale. Ce changement a également alimenté les attentes. Nous attendons maintenant que le Canada entreprenne le travail ardu et exhaustif nécessaire pour améliorer son dossier par l'adoption de mesures concrètes qui vont enfin faire de l'égalité des femmes une réalité.

En plus de son changement d'attitude envers l'égalité des femmes, le gouvernement a déclaré que « Le Canada est de retour », et indiqué qu'il investira d'une énergie renouvelée ses engagements envers les droits de la personne, tant au pays qu'à l'étranger. Nous sommes fières de la ratification par le Canada des plus importants traités des droits de la personne des Nations Unies, de son engagement envers les examens périodiques, de son endossement de certains Protocoles facultatifs qui permettent à la population d'accéder aux procédures de pétitions, et de son invitation ouverte aux Rapporteurs spéciaux et titulaires de mandats des Nations Unies à visiter le Canada.

Le pays éprouve toutefois de graves problèmes de mise en œuvre. Depuis des années, le Canada a ignoré les conseils et recommandations des organes de suivi des traités, au détriment des groupes les plus désavantagés et vulnérables, et au détriment de la population en général. Le Canada ne possède ni mécanismes de surveillance ou de facilitation de la mise en œuvre des recommandations des organes de suivi, ni d'outils pour collaborer avec les provinces et territoires en matière de mise en œuvre, alors que la coordination entre tous les paliers de gouvernements est cruciale dans ce domaine. Les recommandations émises par les organes de suivi tendent donc à être ignorées, plutôt que réalisées de façon concrète par le biais des programmes et politiques du gouvernement.

Le Canada pourrait faire un grand pas en avant pour les femmes et pour les droits de la personne en amorçant immédiatement la planification de la mise en œuvre des plus récentes recommandations du Comité de la CEDEF. Comme l'indique le sommaire ci-joint, les recommandations du Comité couvrent une vaste gamme d'enjeux essentiels à l'avancement des femmes: accès à l'aide juridique, écart salarial entre les sexes et équité salariale, logement et réduction de la pauvreté, services de garde, participation politique, violence, conditions socioéconomiques des femmes autochtones, besoins des femmes en situation de handicap,

criminalisation et emprisonnement de femmes ayant des problèmes de santé mentale, accès à l'avortement, traite des personnes et prostitution, stratégies de réduction des méfaits, conduite extraterritoriale d'entreprises minières canadiennes, et plus encore.

Le Comité de la CEDEF recommande deux mécanismes pour la mise en œuvre des droits inscrits dans la *Convention* et de ses propres recommandations:

- un mécanisme efficace visant à assurer une reddition de comptes et la mise en œuvre transparente, cohérente et uniforme de la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* partout au pays (au par. 11); et
- une stratégie nationale exhaustive, des politiques et un plan d'action relatifs à l'égalité entre les sexes qui prennent en compte les facteurs structurels responsables des inégalités persistantes que vivent les femmes et les filles, y compris celles qui sont autochtones, afro-canadiennes, racisées, en situation de handicap, immigrantes, réfugiées et LGBTQ (au par. 21).

Étant donné la responsabilité juridique et le rôle de leadership du Canada, nous vous demandons de mettre sur pied un mécanisme* de responsabilisation et, en collaboration avec les provinces et territoires, de développer un plan national relatif à l'égalité entre les sexes, afin que le Canada puisse progresser de manière stratégique et coordonnée vers une entière mise en œuvre des droits humains des femmes et l'avancement de l'égalité femmes-hommes.

Des mesures robustes et coordonnées pour l'avancement de l'égalité des femmes sont particulièrement appropriées en vue du 150^e anniversaire du Canada, et à la lumière des attaques croissantes à l'encontre des droits humains et de la dignité des femmes à l'échelle mondiale. Le Canada peut redevenir un leader et un modèle pour le monde entier si le gouvernement fédéral, en accord avec les provinces et territoires, prend des mesures progressistes et déterminées pour faire progresser les femmes. Nous avons aujourd'hui besoin de mesures qui reflètent un véritable engagement du Canada envers l'entière réalisation des droits humains des femmes.

Le Comité de la CEDEF a émis des recommandations détaillées et concrètes qui peuvent être incorporées dans un plan national relatif à l'égalité. Pour amorcer l'identification des secteurs prioritaires qui devront guider les stratégies, nous vous demandons d'organiser une rencontre avec une délégation de représentantes des signataires de cette lettre avant le 31 janvier 2017 pour planifier les premières étapes.

Nous avons hâte de recevoir votre réponse et de travailler avec vous sur un nouveau plan pour l'égalité des femmes et pour la pleine réalisation de leurs droits de la personne.

Sincèrement,



Angela Cameron, présidente comité de direction,
Alliance féministe pour l'action internationale
Courriel: A.Cameron@uottawa.ca



Shelagh Day, C.M., présidente, comité des droits de la personne
Alliance féministe pour l'action internationale
Courriel: Shelagh.Day@gmail.com
Téléphone: 604-872-0750

* Un mécanisme de responsabilisation pour l'adoption des recommandations a été demandé par autres Comités de l'ONU, incluant, le Comité des droits humaines et aussi par les ONG canadiennes (voir *Empty Words and Double Standards: Canada's Failure to Respect and Uphold International Human Rights - Joint Submission to the United Nations Human Rights Council in relation to the May 2013 Universal Periodic Review of Canada, October 2012*, available online: <http://socialrightscura.ca/documents/international/UPR%202013%20NGO%20Coalition%20submission.pdf>).

Lettre soutenue et endossée par:

Organisations:

Aboriginal Legal Services
Action ontarienne contre la violence faite aux femmes (AOcVF)
Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC)
Association féminine d'éducation et d'action sociale (Afeas) 10 000 membres au Québec
Alberta Federation of Labour
Alberta Network of Immigrant Women
Adsum Women's Centre
Amnesty International Canada
Barbra Schlifer Commemorative Clinic
BC CEDAW Group
BC Society of Transition Houses
Campaign 2000: End Child and Family Poverty in Canada
Canada Without Poverty

Canadian Association of University Teachers / Association canadienne pour les
 professeures et professeurs d'université (CAUT-ACPPU)
 Canadian Association of Elizabeth Fry Societies/L'Association canadienne des
 Sociétés Elizabeth Fry
 Canadian Centre for Policy Alternatives
 Canadian Council for International Co-operation/ Conseil canadien pour la
 coopération internationale (CCIC-CCCI)
 Canadian Council of Muslim Women (CCMW)
 Canadian Federation of Nurses' Unions / La Fédération canadienne des syndicats
 d'infirmières et infirmiers (CFNU)
 Canadian Federation of University Women (CFUW)
 Canadian Federation of University Women, Ottawa Chapter
 Canadian Feminist Alliance for International Action (FAFIA)
 Canadian Labour Congress- Women's Committee
 Canadian Network of Shelters and Transition Houses
 Canadian Research Institute for the Advancement of Women (CRIAOW)
 Canadian Research Institute for the Advancement of Women – Nova Scotia
 Canadian Union of Public Employees/ Syndicat canadien de la fonction publique
 (CUPE-SCFP)
 Canadian Women's Foundation/Foundation canadienne des femmes
 Central Nova Women's Resource Centre
 Centre d'Aide et de Lutte Contre les Aggressions à Caractère Sexuel d'Ottawa
 (CALACS,
 Francophone d'Ottawa)
 Chair in Indigenous Governance
 Design for a New Tomorrow
 DisAbled Women's Network Canada (DAWN)
 Family Services Toronto
 Fédération des femmes du Québec (FFQ)
 First Call – BC Child and Youth Advocacy Coalition
 Harmony House Women's Shelter
 Human Rights Watch
 Ingamo Homes
 International Women's Rights Project (IWRP)
 Interval House of Ottawa/ Maison Interval d'Ottawa
 Interpares
 Justice For Girls
 Kirsten French Child Centre for Advocacy
 MATCH International Women's Fund
 Mission Services of Hamilton
 National Association of Women and the Law/Association nationale Femmes et Droit
 (NAWL)
 Native Women's Association of Canada (NWAC)
 Newfoundland and Labrador Federation of Labour
 Northumberland Domestic Abuse Monitoring Committee
 Ontario Association of Interval and Transition Houses (OAITH)

Ottawa Coalition to End Violence Against Women (OCTEVAW)
Ontario Coalition of Rape Crisis Centres (OCRCC)
Ontario English Catholic Teachers Association (OECTA)
Ontario Federation of Labour (OFL)
Ottawa Rape Crisis Centre (ORCC)
Ottawa Victim Services
Oxfam Canada
Oxfam Québec
Plan Canada International
The Poverty and Human Rights Centre
Public Service Alliance of Canada / Alliance de la Fonction public du Canada (PSAC-
AFAC)
Rainy River District Women's Shelter of Hope
Regroupement québécois des CALACS
Sexual Health Centre Saskatoon
Single Mothers' Alliance BC
Temiskaming Native Women's Support Group
Together Against Poverty Society (TAPS)
Toronto Women's City Alliance (TWCA)
Tri-County Women's Centre
Vancouver Rape Relief
Vancouver Women's Health Collective (VWHC)
Voices-Voix Coalition
West Coast Domestic Workers' Association
West Coast Legal Education and Action Fund (West Coast LEAF)
Women Against Violence Against Women Rape Crisis Centre (WAVAW)
Women's Community House / Sexual Assault Centre London
Women's Habitat of Etobicoke
Women's Human Rights Institute
Women's Initiatives for Safer Environments (WISE)
Women's Inter-Church Council of Canada (WICC)
Women's Legal Education and Action Fund (LEAF)
Women's Place of South Niagara
Women Transforming Cities (WTC)
Yellowknife Women's Society
Yukon Federation of Labour
Yukon Status of Women Council
Yukon Women's Transition Home Society
YWCA Canada
YWCA Halifax
YWCA Niagara Region

Individus:

Susan Boyd, Professor Emerita, Allard Hall Law School, University of British Columbia
Bonnie Brayton, National Executive Director, DisAbled Women's Network of Canada
Angela Cameron, Shirley Greenberg Professor of Women in the Legal Profession, Faculty of Law, Common Law Section, University of Ottawa
Barbara Cameron, Professor of Political Science, York University
Suzie Dunn
Martha Jackman, Professor of Law, Faculty of Law, Common Law Section, University of Ottawa
Elizabeth Johannson
Anne Levesque
Sandra Lockhart
Sharon McIvor
Diana Majury, Professor, Criminology, Carleton University
Jackie Neapole
Jennifer Nedelsky, Professor of Law and Political Science, University of Toronto
Pamela Palmater, Associate Professor in the Department of Politics and Public Administration, Chair in Indigenous Governance, Ryerson University
Denise Réaume, Professor of Law, University of Toronto
Martha Shaffer, Professor of Law, University of Toronto
Bre Woligroski
Lara Koerner Yeo
Margot Young, Professor of Law, Allard Hall Law School, University of British Columbia
Diane Harris, Executive Director, Ingamo Homes
Francine Descarries, Professeure, Département de Sociologie, Université du Québec à Montréal
Yolande Cohen, Université du Québec à Montréal
Peter Crosby
Patrick Crosby
Jennifer Koshan, Professor of Law, University of Calgary
Nicole Beatty, CFRE, Northumberland Domestic Abuse Monitoring Committee
Vrinda Narain, Associate Professor and Associate Dean, Faculty of Law, McGill University
Mary Jane Mossman
Doreen Nicoll
Isabel Grant, Professor, Co-Director Centre for Feminist Legal Studies, University of British Columbia
Kathleen Lahey, Professor and Queen's National Scholar, Faculty of Law, Queen's University
Dr. Lorna A. Turnbull, Professor, Faculty of Law, University of Manitoba
Rachel Chagnon, Directrice de l'Institut de recherches et d'études féministes, Professeure, Département des sciences juridiques, Université du Québec à Montréal
Penelope Simons, Associate Professor, Faculty of Law, Common Law Section, University of Ottawa
Melissa Heimed, Executive Director, Ottawa Victim Services

Sandy Toth, Executive Director, A New Design for Tomorrow
Ruthann Brown, Executive Director, Women's Place of South Niagara
Janet Handy, Executive Director, Kristen French Child Advocacy Centre
Barbara Byers, C.M., Secretary-Treasurer, Canadian Labour Congress
Marie Clarke Walker, Executive Vice President, Canadian Labour Congress
Donald Lafleur, Executive Vice-President, Canadian Labour Congress
Prof. Jennie Abell, Faculty of Law, University of Ottawa
Mary Eberts
Ann Hawkins, President, Ontario English Catholic Teachers' Association
Kate Wiggins
Jane McGregor
Shelley Yeo
Johanne Saint-Charles, Faculté de communication, Centre de recherche
interdisciplinaire sur le bien-être, la santé, la société et l'environnement, Université
du Québec à Montréal
Gil McGowan, President, Alberta Federation of Labour
Siobhán Vipond, Secretary Treasurer, Alberta Federation of Labour
Nicole Vézina
Chris Buckley, President, Ontario Federation of Labour
Patty Coats, Secretary-Treasurer, Ontario Federation of Labour
Ahmad Gaied, Executive Vice President, Ontario Federation of Labour
Jillian Schwandt, Executive Director, Sexual Health Centre Saskatoon
Angelo Soares, Professor of Organizational Behaviour, IREF, Université du Québec à
Montréal
Dr. Monia Mazigh, writer and human rights advocate
Julia Sánchez, President-CEO Canadian Council for International Co-operation
(CCIC)
Ann Batisse, Executive Director Temiskaming Native Women's Association
Barbara McInerney, Executive Director of Yukon Women's Transition Home Society
Jeanne Sarson, MEd, BScN, RN
Linda MacDonald, MEd, BN, RN, Persons Against Non-State Torture (NST)